

Pour le combat Socialiste

ET L'UNITÉ OUVRIÈRE

RÉSOLUTION POLITIQUE pour le Congrès de Royan des 4, 5, et 6 Juin 1938

Le Congrès de Royan se réunit au moment où les forces de la réaction et du fascisme ont engagé une lutte décisive contre la classe ouvrière et la démocratie.

La Sainte Alliance fasciste exerce une pression inouïe sur les Etats démocratiques afin de leur imposer, et particulièrement à la France, une véritable vassalisation.

Les classes dominantes des pays démocratiques, au nom de la solidarité internationale des oppresseurs, se font les complices du fascisme. Ainsi, la bourgeoisie française est devenue une agence du fascisme international, prête, pour défendre ses privilèges, à trahir les intérêts du pays.

Au lieu de chercher à surmonter les obstacles dressés sur leur chemin par les classes dirigeantes, par une action de grande envergure dans laquelle ils auraient entraîné la majorité du peuple et la sympathie agissante du prolétariat international, les gouvernements de Front Populaire ont cédé au chantage éhonté des puissances d'argent. Cette politique de faiblesse a porté ses fruits : les représentants du Parti socialiste ont été éliminés du gouvernement, le groupe parlementaire a été conduit au vote des pleins pouvoirs au gouvernement Daladier, véritable démission du pays devant les forces coalisées de la réaction politique et sociale.

Le deuxième gouvernement Léon Blum, qui a tenté de redresser la politique suivie depuis deux ans, a été balayé par l'offensive conjuguée du fascisme international et du capitalisme français, dont le Sénat réactionnaire s'est fait le porte-parole.

Ces déviations, ces reculs, ces impuissances, sont la conséquence du fait que les gouvernements de Front Populaire ne se sont appuyés que sur une majorité parlementaire, condition insuffisante pour surmonter les résistances du capitalisme et de ses agents. Les gouvernements de Front Populaire ont complètement négligé, comme le facteur de lutte décisif, la mise en mouvement, coordonnée et disciplinée, de toutes les énergies du monde du travail.

DEPUIS LE CONGRÈS DE MARSEILLE

Depuis le Congrès de Marseille, la situation n'a cessé de s'aggraver.

Le programme de Front Populaire n'a pas été réalisé;

La crise économique s'amplifie, mettant en péril les conquêtes sociales et favorisant les offensives du patronat contre la semaine de 40 heures;

La hausse du coût de la vie, due aux premières dévaluations, à la liberté laissée aux trusts, affecte le pouvoir de consommation des masses laborieuses;

Le chômage partiel et total s'accroît considérablement;

Une crise financière et monétaire particulièrement grave est commencée.

CONTRE LE GOUVERNEMENT DALADIER-BONNET-REYNAUD

Le gouvernement Daladier est un gouvernement de misère et de faillite. Sa politique de fiscalité antidémocratique, d'emprunts, d'inflation, est la politique des banques et non celle du peuple.

Incapable de mener une politique extérieure conforme aux intérêts de la démocratie, il accepte que, sous prétexte d'accords particuliers et d'alliances, les puissances étrangères lui imposent l'abandon des réformes sociales, l'impunité pour les cagouleurs, la chasse aux anti-fascistes étrangers réfugiés en France et le rétablissement du contrôle à la frontière des Pyrénées, véritable étranglement de la République espagnole.

Le Congrès mandate la C.A.P. et le groupe parlementaire pour refuser leur confiance au gouvernement Daladier et mettre, sans délai, un terme à son existence.

CONTRE L'UNION NATIONALE

L'expérience a démontré que le Rassemblement national autour du Front Populaire, tenté par Léon Blum, n'était possible que dans l'abandon des revendications populaires. Un gouvernement d'Union Nationale, comprenant des représentants du capitalisme, saboteurs des lois sociales et auteurs de complots, qui pratiquent le défaitisme réactionnaire, serait un gouvernement de capitulation devant le fascisme étranger, et le fourrier du fascisme à l'intérieur du pays.

La seule union possible est celle des ouvriers, des paysans et des classes moyennes.

POUR UN VÉRITABLE GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE

Le Parti socialiste, fidèle au Front Populaire des masses démocratiques et prolétariennes, s'affirme résolument opposé à accorder sa participation ou son soutien à tout gouvernement qui ne pratiquerait pas une politique de lutte antifasciste vigoureuse à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Seul, un gouvernement de combat, émanation directe de la démocratie, capable de briser la résistance des oligarchies financières, du Sénat conservateur et de l'appareil bureaucratique de l'Etat, en s'appuyant sur l'action autonome des masses, dont il favorisera les initiatives révolutionnaires, sera un véritable gouvernement de Front Populaire.

Il aura pour tâches immédiates :

I. — Pour la défense du pain et de la vie des travailleurs :

a) De maintenir les conquêtes sociales contre les assauts et les manœuvres des forces patronales;

b) De sauvegarder le niveau d'existence de tous les salariés des entreprises privées et publiques, retraités et pensionnés, par l'institution de l'échelle mobile;

c) De procéder à l'aménagement des dettes, à des allègements fiscaux, à la suspension de toutes saisies et expulsions pour les classes moyennes et les paysans frappés par la crise;

d) D'appliquer intégralement le programme du Rassemblement Populaire en réalisant, sans délai, les mesures suivantes :

Pour les ouvriers et les classes moyennes :

Retraite des vieux travailleurs;

Fonds national de chômage;

Programme de grands travaux;

Contrôle des changes et du crédit;

Réforme démocratique de la fiscalité; impôt sur le capital;

Révision des marchés de guerre; répression de la fraude fiscale et de l'évasion des capitaux.

Pour les paysans :

Reprise et poursuite de la politique agricole d'ensemble inaugurée en juin 1936, tendant à assurer aux producteurs une juste rémunération de leur labeur et à étendre aux ouvriers agricoles le bénéfice des lois sociales;

Propriété culturelle;

Conventions collectives de ventes;

Contrats collectifs de travail;

Statut du métayage;

Allocations familiales aux petits exploitants;

Caisse nationale des assurances contre les calamités agricoles.

e) D'organiser la défense sanitaire et sociale de la famille, notamment par l'amélioration du logement et la destruction des taudis.

II. — Pour la défense de la liberté :

a) Répression de toute tentative de formations fascistes; emprisonnement immédiat de leurs chefs, de leurs agents et de leurs complices, si haut placés soient-ils;

b) Epuration, sous le contrôle syndical, de toutes les administrations, de la police et de l'armée;

c) Abrogation des lois scélérates;

d) Droit d'asile pour toutes les victimes du fascisme;

e) Droit de coalition, d'association, de parole et de presse pour les indigènes de l'Afrique du Nord et de toutes les colonies; punition exemplaire des responsables de la répression contre les mouvements démocratiques.

III. — Pour la défense de la paix :

La France prendra la tête des puissances démocratiques résolues à faire front au fascisme, par les mesures suivantes :

a) Abandon de la politique de non-intervention; ouverture de la frontière espagnole pour les républicains et sa fermeture pour les rebelles; soutien, par tous les moyens appropriés aux nécessités de la victoire de la République espagnole; aide effective aux peuples de Tchécoslovaquie, d'Ethiopie et de Chine;

b) Etablissement de l'assistance mutuelle entre tous les pays démocratiques et l'U.R.S.S.; véritable sécurité collective garantie par les masses populaires elles-mêmes;

c) Extension, notamment à l'Europe orientale et centrale, du système de pactes ouverts à tous, suivant les principes du pacte franco-soviétique;

d) Orientation de l'entente franco-britannique, d'accord avec les forces démocratiques et prolétariennes anglaises, vers la résistance à la politique de conquête du fascisme international;

e) Répudiation de la diplomatie secrète.

RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE L'ÉTAT

Un véritable gouvernement de Front Populaire ne peut s'enfermer dans le cadre rigide d'un programme limité. Pour assurer la réussite et le maintien des réformes immédiates, il sera conduit, par le déroulement même de la lutte à mener contre les puissances financières et contre le fascisme, aux mesures les plus audacieuses, sous peine d'échec.

C'est pourquoi il doit aborder, dès son avènement, la réalisation progressive d'un vaste programme de transformation économique, sociale et politique.

Ce programme comprend, d'abord, *les grandes réformes contenues dans le plan de nationalisations de la C.G.T. et adoptées par le Congrès de Marseille de juillet 1937*, et notamment celles des assurances, des pétroles et distribution d'électricité, et nationalisation des industries-clés; l'extension et la généralisation des offices agricoles : office du lait, office du vin, office des engrais, office de la viande, etc.

Ces réformes économiques ne profiteront au peuple travailleur qu'à la condition d'être appliquées par la démocratisation systématique de tous les rouages de l'Etat.

Cette démocratisation s'obtiendra en orientant et en favorisant l'action des masses vers les objectifs suivants :

1° Etablissement du contrôle ouvrier sur la production, les changes et le crédit, le contrôle de l'embauchage et du débauchage étant le premier pas dans cette voie;

2° Suppression ou transformation démocratique du Sénat; droit de vote pour tous les citoyens et citoyennes de plus de 18 ans, y compris les soldats; égalité des droits civils et politiques; représentation proportionnelle;

3° Large autonomie locale et régionale; la commune maîtresse de son administration et de sa police; suppression du régime électoral d'exception pour Paris, la Seine et les grandes villes; réforme administrative et électorale de la région parisienne et des grandes agglomérations urbaines; renforcement de l'activité et des prérogatives municipales;

4° Réforme démocratique de la justice;

5° Réorganisation de l'armée en vue de la suppression de l'armée de métier et son remplacement par l'armée populaire milicienne;

6° Réforme démocratique de la presse; nationalisation du trust du papier, de l'agence Havas et des Messageries Hachette;

7° Abolition de toutes les mesures d'exception contre les étrangers; égalité de droits pour les travailleurs étrangers; facilités de naturalisation;

8° Suppression de toutes les mesures d'exception, contraires aux principes démocratiques, en Algérie, dans les colonies et les protectorats, en vue de la réalisation progressive, en commençant par les pays les plus évolués, d'une autonomie politique et administrative. Sur cette base se réalisera l'alliance indispensable du peuple français avec les mouvements démocratiques indigènes pour une lutte commune contre le fascisme intérieur et extérieur.

POUR LE PARTI UNIQUE DU PROLÉTARIAT

Cette politique implique l'action coordonnée du prolétariat international afin qu'il puisse exercer, sur les gouvernements démocratiques, une pression vigoureuse.

Le Congrès se prononce pour l'ouverture des pourparlers en vue de la réalisation de l'unité d'action internationale entre l'I.O.S. l'I.C. et la F.S.I.

Une telle politique, pour être menée avec le maximum d'efficacité et obtenir l'appui des masses, exige, de la façon la plus impérieuse, l'unité totale des ouvriers de ce pays.

Seule, l'unité organique, par l'impulsion qu'elle donnerait aux masses, par l'enthousiasme qu'elle susciterait dans la classe ouvrière, peut sauver le Front Populaire, rallier la petite bourgeoisie hésitante, assurer le redressement ouvrier, préparer une nouvelle offensive contre le capitalisme, rendre aux masses l'initiative dans la lutte contre le fascisme.

S'unir ou périr !

« Convaincu que l'unité d'organisation reste l'objectif à atteindre et dont la réalisation rapide s'impose plus que jamais, le Parti proclame son attachement à une politique active d'unité. » (Motion d'Huyghens).

Le Congrès décide la reprise immédiate des travaux de la Commission d'unification en vue de la réalisation la plus rapide possible du Parti unique du prolétariat, sur la base des conditions fixées par le Congrès de Marseille : 1° la démocratie à tous les degrés de l'organisation; 2° la souveraineté des congrès nationaux et internationaux; 3° l'indépendance des Partis vis-à-vis de tout gouvernement.

POUR UN PARTI SOCIALISTE FORT

Pour appliquer un tel programme, il faut un Parti fort et actif, décidé à adapter ses méthodes aux nécessités de la lutte actuelle.

Le Congrès entend définir ainsi le rôle que doit jouer le Parti :

Diriger, contrôler, orienter la politique du gouvernement de combat;

Mobiliser les masses travailleuses, pour les amener à la compréhension de la nécessité de solutions socialistes;

Engager, sans retard, une vigoureuse campagne de propagande et d'agitation en faveur des nationalisations;

Mener une lutte acharnée contre le Sénat. La propagande commencée doit se poursuivre et se compléter par une campagne d'agitation systématique soulevant les masses contre l'organisation antidémocratique du Sénat, permettant à un véritable gouvernement de Front Populaire de ne pas céder devant l'opposition sénatoriale et ainsi de poser pratiquement la question de la suppression de cet organisme réactionnaire;

Prendre l'initiative, en toutes circonstances, des grandes manifestations de masses.

Le Parti, qui veut le maintien et le renforcement du Front Populaire, en sera l'élément propulseur et animateur. A cet effet, il pratiquera une politique de présence active sur tous les terrains.

CONCLUSION

Chaque victoire du fascisme dans le monde renforce la réaction et affaiblit les forces démocratiques et prolétariennes en France. La lutte contre le fascisme extérieur ne peut être séparée de la lutte contre le fascisme intérieur et la réaction.

Le Parti socialiste s'affirme résolu à mettre fin à la politique de reculs et de compromis qui a déjà contribué à la dislocation du Front Populaire au Parlement et qui crée les conditions de développement rapide du fascisme au dedans et au dehors. Le Congrès se prononce d'une façon catégorique contre toute union avec les ploutocrates et leurs agents; contre tout marchandage avec les dictatures fascistes, conclu au détriment des autres peuples.

En prenant, avec le programme ci-dessus, l'initiative d'une lutte sans merci de toutes les forces démocratiques et ouvrières contre le fascisme du dedans et du dehors, le Parti socialiste est persuadé de créer les conditions les plus favorables à la marche vers le socialisme. Il affirme solennellement son véritable caractère de Parti démocratique de la classe ouvrière.

Il proclame sa fidélité indéfectible à son but historique qui est la conquête du pouvoir en vue de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste.

BOUTEBIEN (Montrouge).

BORDEBEURRE (19° Section).

COTIGNY (10° Section).

André FERRAT (19° Section).

Marcel FOURRIER (17° Section).

E. LAMPE (Juvisy).

LECLERCQ (12° Section).

RICHET (Fontenay-sous-Bois).

THIRION (19° Section).

